



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 1, 17 janvier 2011

## CONTENU

---

### Politique commerciale américaine

Revue de l'année 2010.....	1
Perspectives pour 2011 .....	4

---

### Politique commerciale américaine

#### *Revue de l'année 2010*

Alors qu'en 2009 l'Administration Obama a quelque peu laissé de côté le développement de la politique commerciale afin de concentrer ses énergies à limiter les impacts de la crise économique, 2010 lui aura permis de mettre en place une politique commerciale plus élaborée. Elle s'est développée autour de deux axes majeurs, soit : (1) un programme de réforme et de mise en valeur des exportations américaines, l'Initiative nationale pour les exportations (INE) et ; (2) le recentrage de la politique commerciale vers la zone de l'Asie-Pacifique.

#### *L'Initiative nationale pour les exportations (INE)*

Le président Obama a annoncé, lors de son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier 2010, que l'Administration américaine se donnerait l'objectif ambitieux de doubler la valeur des exportations américaines en cinq ans. L'atteinte de cet objectif permettrait de créer deux millions d'emplois.<sup>1</sup> Le 4 février suivant, le secrétaire au Commerce, Gary Locke, présentait les grands points de l'INE.<sup>2</sup>

La Maison Blanche a d'abord augmenté les budgets de certaines agences ayant pour mission la promotion des exportations. De plus, l'exécutif s'est doté d'un Cabinet pour la promotion des exportations (EPC ou *Export Promotion Cabinet*) qui est chargé de coordonner les départements et les agences responsables des questions commerciales. Un premier rapport de l'EPC, paru en septembre, détaille les nouvelles initiatives du gouvernement en matière de promotion des exportations.<sup>3</sup>

L'Administration Obama s'est aussi donnée pour objectif de veiller à une application plus stricte des accords commerciaux et de protéger davantage les droits de propriété intellectuelle. Cet engagement s'est matérialisé dans la multiplication des demandes d'arbitrage dans le cadre des accords de commerce auxquels participent les États-Unis. Afin de faire pression sur la Chine et pour l'encourager à libéraliser son modèle commercial, les États-Unis ont déposé trois plaintes à son endroit devant l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC. Ils ont aussi lancé une nouvelle offensive dans le dossier du bois d'œuvre canadien, accusant la Colombie-Britannique de subventionner la coupe de ses forêts atteintes par une épidémie de parasites.<sup>4</sup> L'Administration démocrate se démarque aussi de la précédente par l'intérêt qu'elle accorde aux clauses sociales et environnementales incluses dans ces accords commerciaux. Elle a notamment fait pression sur le Pérou afin que ce dernier respecte ses obligations sur la protection de la forêt

---

<sup>1</sup> Voir la Chronique du 2 février 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/02-02-10.pdf>

<sup>2</sup> Voir la Chronique du 9 février 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/9-02-10.pdf>

<sup>3</sup> Le rapport peut être consulté à l'adresse suivante : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/09/16/white-house-releases-report-president-national-export-initiative>

<sup>4</sup> Voir la Chronique du 13 octobre 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-13-10-10.pdf>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 1, 17 janvier 2011

amazonienne ainsi que sur le Guatemala afin qu'il applique les normes minimales du travail incluses dans l'accord CAFTA-DR.<sup>5</sup> Concernant le dossier des droits de propriété intellectuelle (DPI), les États-Unis ont conclu en novembre les négociations sur l'Accord commercial anticontrefaçon (ACAC).<sup>6</sup> Bien qu'ils aient échoué dans leur objectif d'étendre les normes très sévères du *Digital millenium copyright act* (DMCA) américain à l'ensemble des parties à l'accord, l'ACAC représente un premier pas vers une normalisation de l'application des DPI qui transcende le consensus peu contraignant de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).<sup>7</sup>

*Asie-Pacifique : nouvelle zone commerciale prioritaire*

Le deuxième axe majeur sur lequel l'Administration Obama s'est concentrée est l'Asie, où elle porte le projet de Partenariat transpacifique (TPP). Pour les États-Unis, l'objectif du projet est ultimement la formation d'une zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique dont les normes, dictées par Washington, pourront limiter l'influence économique chinoise dans la région. Neuf pays<sup>8</sup> participent officiellement aux discussions préliminaires, mais d'autres, dont le Japon, pourraient s'ajouter au cours de l'année 2011.

L'Administration Obama s'est engagée début 2010 à mettre en application les trois accords de libre-échange (ALE) bilatéraux négociés par l'Administration Bush avant 2008, soit avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie. Le bureau du représentant américain pour le Commerce (USTR) a entamé en juin une renégociation de certaines clauses de l'ALE avec la Corée du Sud, de loin le plus important économiquement parmi les trois ALE susmentionnés. La renégociation s'est effectuée sous la pression de la majorité des représentants démocrates, qui souhaitaient voir l'ALE bonifié. Les parties en sont arrivées à une nouvelle entente en décembre qui a vu la grille de libéralisation tarifaire dans le secteur automobile réajustée à l'avantage des États-Unis.<sup>9</sup>

La Chine, deuxième économie mondiale et premier partenaire commercial des États-Unis, devançant le Canada depuis 2009, a aussi été la cible d'une attention accrue de l'ensemble du gouvernement américain en 2010. Le déficit commercial américain envers la Chine atteint chaque année de nouveaux sommets et commence, en conjonction avec la montée en puissance du géant asiatique, à déranger de plus en plus la classe politique américaine. L'Administration Obama a accentué la pression sur la Chine en 2010 afin qu'elle respecte ses engagements commerciaux internationaux. En plus des procédures spécifiques entamées dans le cadre de l'ORD de l'OMC, le gouvernement américain a conduit de nombreuses études et analyses afin de mieux cibler ses pressions diplomatiques. Cela a notamment mené à la levée de boucliers contre les politiques dites d'« innovations indigènes »,<sup>10</sup> à des pressions pour limiter la contrefaçon en Chine et à des pressions pour y forcer l'ouverture des marchés publics.<sup>11</sup>

<sup>5</sup> Voir la Chronique du 28 septembre 2010 : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA\\_10-09-28\\_corrige.pdf](http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA_10-09-28_corrige.pdf)

<sup>6</sup> Voir la Chronique du 2 novembre 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-13-10-10.pdf>

<sup>7</sup> Voir la Chronique du 13 octobre 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-13-10-10.pdf>

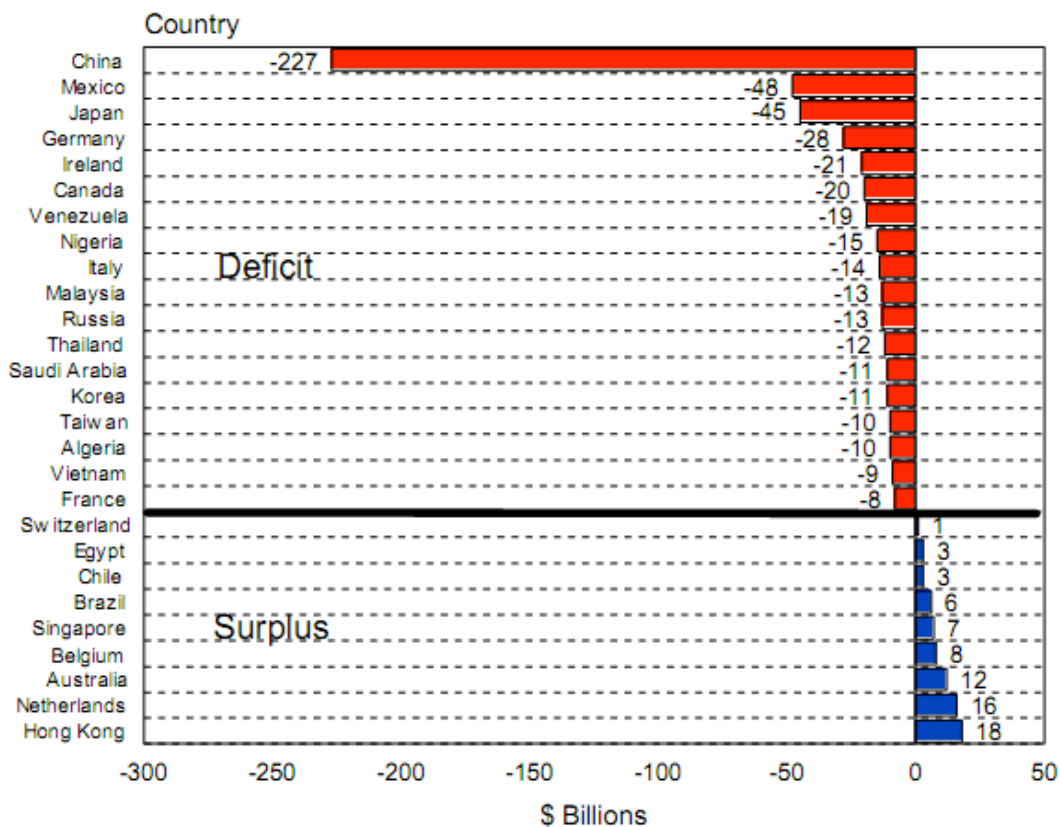
<sup>8</sup> Les pays participant aux discussions préliminaires sur le TPP sont : le Sultanat de Brunei, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour, qui formaient à l'origine le P4, ainsi que l'Australie, la Malaisie, le Pérou, le Vietnam et les États-Unis.

<sup>9</sup> Voir la Chronique du 7 décembre 2010 : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-3no33\\_07-12-10.pdf](http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-3no33_07-12-10.pdf)

<sup>10</sup> Voir la Chronique du 21 avril 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/21-04-10.pdf>

<sup>11</sup> Le Congressional Research Service a publié le 27 décembre 2010 un rapport qui résume les principales caractéristiques de la relation et des tensions commerciales sino-américaines. Pour consulter le rapport, voir : FAS <http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL33536.pdf>

**Figure 7. U.S. Merchandise Trade Balances With Selected Nations, 2009**



**Source:** CRS with data from the U.S. Department of Commerce (Census basis).

Source: Dick Nanto et Michael Donnelly, «U.S. International Trade: Trends and Forecasts », *Congressional Research Service*, 19 novembre 2010, p. 20.

L'actualité américaine a aussi été marquée par la guerre des monnaies, avec la Chine en tête de la liste des accusés pour ses manipulations sur le marché des changes. De plus en plus d'analystes et de politiciens l'accusent de maintenir sa devise à un niveau artificiellement bas, ce qui diminue ses coûts à l'exportation et lui procure un avantage commercial déloyal. Le sujet, politiquement rentable, a donné lieu à un branle-bas législatif au Congrès alors que plusieurs sénateurs et représentants ont déposé des projets de loi visant à imposer des représailles commerciales contre la Chine pour la contraindre à laisser flotter sa monnaie.<sup>12</sup> La plus récente version de ce projet est morte à la fin de la dernière session du Congrès en décembre, mais pourrait refaire surface en 2011.

<sup>12</sup> Le Congressional Research Service a publié le 30 décembre 2010 un rapport qui analyse la situation du renminbi et son impact sur l'économie américaine. Pour consulter le rapport, voir : DoS <http://fpc.state.gov/documents/organization/154184.pdf>  
 Nous présentons un résumé des tensions entre l'Administration et le Congrès au sujet des pressions à exercer sur la Chine dans la Chronique du 23 septembre 2010, voir : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCA-10-09-23-2.pdf>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 1, 17 janvier 2011

## Perspectives pour 2011

L'année 2011 pourrait voir le commerce s'élever encore d'un cran dans les priorités de l'Administration américaine. Trois facteurs principaux y concourront. Premièrement, le président Obama aura fort à faire s'il souhaite atteindre l'objectif de l'Initiative nationale pour les exportations (INE) de doubler les exportations en cinq ans qu'il s'est fixé au début de l'année 2010. Deuxièmement, la prise de contrôle de la Chambre des représentants par le parti républicain devrait favoriser le passage des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux négociés par les États-Unis, mais toujours en attente de ratification. Troisièmement, la conjoncture politique devrait favoriser un accroissement de la libéralisation commerciale entre les États-Unis et l'Asie. D'autres facteurs obligeront le gouvernement américain à s'attarder davantage au commerce, dont l'accession probable de la Russie à l'OMC, les pressions pour la conclusion du cycle de Doha et la poursuite de la réforme du contrôle des exportations.

Pour atteindre les objectifs de l'INE, les États-Unis devront maintenir un taux de croissance annuel de la valeur de leurs exportations de 15 % jusqu'en 2014. Si l'objectif a été atteint en 2010, avec un taux de croissance projeté de 18 %, c'est avant tout une question de conjoncture plutôt que le résultat de nouvelles politiques de l'administration. En effet, la reprise économique à l'échelle du globe a été dopée par les plans de relance des économies développées. Cela a entraîné une expansion importante des échanges commerciaux internationaux après le creux enregistré au cœur de la crise, en 2009. Même lors de la période de croissance frénétique qui a précédé l'éclatement de la crise économique en 2008, les États-Unis n'atteignaient pas de tels taux de croissance de la valeur de leurs exportations. C'est donc tout un défi qui attend le président Obama s'il veut respecter son engagement. Dans les conditions économiques actuelles caractérisées par une reprise en dent de scie dans les pays occidentaux, de tels taux de croissance des exportations ne peuvent être atteints qu'à certaines conditions. Premièrement, les économies émergentes devront maintenir un taux de croissance important et offrir un débouché croissant à la production américaine. Deuxièmement, il sera impératif que les États-Unis réussissent à libéraliser davantage le commerce international. Troisièmement, la monnaie américaine, sous pression à la baisse après l'annonce par la Réserve fédérale américaine de son dernier assouplissement quantitatif en novembre, doit rester faible. Il n'est pas impossible que ces trois facteurs se matérialisent.

Valeur totale des exportations de biens et services (en milliards de \$ ÉU) et taux de croissance par rapport à l'année précédente : 2006 à 2010		2005	2006	2007	2008	2009	2010
Exportations totales (Biens et services)	Monde	12 976	14 934	17 388	19 943	15 840	18 333
Exportations totales (Biens et services)	États-Unis	1 263	1 434	1 618	1 805	1 529	1 808
Variation en %	Monde		15,1%	16,4%	14,7%	-20,6%	15,7%
Variation en %	États-Unis		13,2%	13,2%	11,5%	-15,3%	18,2%

Source: Bureau of Economic Analysis et World Economic Outlook  
Les données de 2010 sont des projections

Si la victoire républicaine aux élections de mi-mandat risque de laisser peu de place aux actions bipartisanes jusqu'aux élections présidentielles de 2012, le commerce et le libre-échange pourraient cependant être un des rares terrains d'entente entre l'Administration démocrate et la Chambre des représentants majoritairement républicaine. Depuis leur prise de contrôle des deux



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 1, 17 janvier 2011

chambres en 2007, les élus démocrates ont été réfractaires à la prolifération d'ALE axés sur la seule ouverture économique. Ils sont de plus en plus nombreux à réclamer que des clauses sociales et environnementales soient incluses aux ALE, ce qui complexifie et ralentit les négociations commerciales entamées par les États-Unis. Le président Obama s'est engagé à déposer au Congrès et à ratifier les trois ALE négociés par l'Administration Bush avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie qui étaient bloqués par les pressions des élus démocrates. Le passage probable du texte final de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud au Congrès en début d'année pourrait donner le ton au passage des deux autres ALE bilatéraux en attente de ratification.

L'Asie continuera d'être au cœur des préoccupations stratégiques et commerciales des États-Unis. En décembre, le haut fonctionnaire responsable de l'Organisation pour la coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) au département d'État, Kurt Tong, rapportait que les États-Unis visaient une « triple couronne » pour 2011 dans la région d'Asie-Pacifique. Premièrement, ils souhaitent conclure l'ALE avec la Corée du Sud le plus rapidement possible, ce qui devrait être fait dans les semaines à venir ; deuxièmement, ils souhaitent annoncer des progrès majeurs dans les négociations sur le Partenariat transpacifique (TPP) avant la prochaine rencontre ministérielle de l'APEC qui aura lieu à Honolulu en novembre 2011, incluant l'adhésion potentielle du Japon à l'accord multilatéral ; et troisièmement, ils souhaitent profiter de cette année à la présidence de l'APEC pour dynamiser et faire converger les membres du groupe sur les questions du commerce et de l'investissement.

D'autres facteurs se conjuguent pour accroître l'importance potentielle de la politique commerciale en 2011. La croissance intérieure américaine devrait rester faible. Cependant, l'Administration démocrate voudra accroître l'activité économique et diminuer le taux de chômage à tout prix avant le déclenchement des élections présidentielles en 2012. Dans cette optique, l'ouverture au commerce extérieur est une avenue logique à la croissance économique, surtout que les outils budgétaires dont dispose la Maison-Blanche sont de plus en plus limités. Elle cherchera aussi probablement à s'attaquer au déficit budgétaire abyssal des États-Unis, qui dépassera les 8 % du PIB cette année. Il ne fait aucun doute qu'elle sera encouragée en ce sens par la Chambre des représentants républicaine. Une contraction du déficit budgétaire jumelée à la recherche de la croissance du commerce extérieur pourrait être une occasion de remettre les négociations du cycle de Doha sur les rails. Dan Griswold, directeur de recherche sur la politique commerciale au *CATO Institute*, remarque avec justesse que le moment serait politiquement adéquat pour permettre à l'administration d'effectuer des coupures dans le subventionnement agricole aux États-Unis, ce qui permettrait d'obtenir des concessions dans les négociations à l'OMC. Si le gouvernement procède effectivement à des coupures budgétaires dans des programmes majeurs tels la défense ou le Medicare, la capacité des puissants lobbys agricoles de résister aux pressions fédérales sera plus faible. Toujours est-il que les États-Unis devront arriver avec une offre substantielle à la table des négociations s'ils souhaitent passer de la parole aux actes et redynamiser le présent cycle de négociations à l'OMC. Rappelons que le cycle de Doha, entamé en 2001, est dans l'impasse depuis cinq ans.

Les grandes puissances comme la Russie et la Chine continueront d'attirer l'attention de l'Administration américaine en 2011. L'accession prochaine de la Russie à l'OMC devrait se matérialiser avant 2012. Après avoir obtenu de multiples concessions de la part de la Russie dans le domaine des droits de propriété intellectuelle et des promesses d'ouverture dans plusieurs secteurs dont l'agroalimentaire, les États-Unis ont finalement endossé le dossier de candidature de la plus grande économie à ne pas faire partie de l'OMC. L'Union européenne a aussi fourni son appui quelques semaines plus tard. La Chine et les nombreuses frictions économiques qu'entraîne son émergence continueront d'orienter les préoccupations de la politique



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 1, 17 janvier 2011

commerciale de Washington. Cependant, les pressions législatives importantes qui ont eu lieu en 2010 et qui ont échoué avant la fin de la session en décembre dernier et qui avaient pour objectif de contraindre le géant asiatique à desserrer son étau sur le renminbi ne se répéteront probablement pas. Il est plus probable que l'Administration Obama accentue ses pressions sur la Chine grâce à des manœuvres diplomatique ou en déposant de nouvelles plaintes à l'organe de règlement des différends de l'OMC.

Sources : Doug Palmer, « Analysis : 2011 Could be Big Year for Obama on Trade », *Reuters*, 5 janvier 2011, en ligne : <http://www.reuters.com/article/idUSTRE7043HM20110105> Doug Palmer, « U.S. Eyes Trade "Triple Crown" as APEC Host », *Reuters*, 6 décembre 2010, en ligne : <http://www.reuters.com/article/idUSTRE6B558520101206>

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



**Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !**



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)